

Val-d'Or : Le syndicat des policiers provinciaux ne veut pas d'enquête publique

Tenir une commission d'enquête publique sur les agissements des agents de la Sûreté du Québec à Val-d'Or ne serait rien d'autre qu'un gaspillage d'argent, estime le président de l'Association des policiers provinciaux du Québec (APPQ).

« Je pense que c'est de l'argent mis dans le feu », a déclaré Pierre Veilleux lors d'une entrevue accordée mardi à Gravel le matin. Une commission d'enquête spécifique sur la situation à Val-d'Or soutient-il, n'irait « pas plus loin qu'une enquête. »

« C'est aller trop vite pour une commission d'enquête. »

— Pierre Veilleux, président de l'APPQ

Le chef syndical appuie cependant une commission d'enquête publique fédérale sur les femmes autochtones disparues ou assassinées, tel que l'a promis le premier ministre canadien Justin Trudeau. Cet exercice, dit-il, pourrait « s'attaquer aux problèmes de fond que vivent les Autochtones ».

Lorsqu'on lui fait remarquer que la commission promise par M. Trudeau ne porte pas spécifiquement sur le comportement des forces policières à l'égard des communautés autochtones, M. Veilleux soutient qu'il faut faire preuve de « prudence ».

« Faudrait que j'attende de voir le résultat des enquêtes », dit-il, en rappelant que les huit policiers qui font l'objet d'un retrait administratif dans la foulée d'un reportage-choc d'Enquête sont visés par des allégations de voies de faits ou d'abus de pouvoir, et non d'inconduites sexuelles.

L'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador et le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or ont notamment réclamé une commission d'enquête publique susceptible de se pencher sur les relations entre les autochtones et les forces de l'ordre la semaine dernière.